



# Assez de Chirac, Villepin, Sarkozy et de leurs ordonnances !

Sarkozy a découvert que « *la France gronde* ». Cette belle découverte lui est venue pour ironiser, le 14 juillet, sur son vieil ami Chirac accusé d'immobilisme et de jouer les Louis XVI à l'Élysée... Sarkozy a au moins compris une chose : Chirac est tellement discrédité dans l'opinion qu'il a tout intérêt, au regard de sa propre ambition présidentielle, à s'en démarquer le plus possible. Et il ne s'en prive pas. Derrière ces rivalités d'ambition, il y a la réalité d'un pouvoir affaibli parce que sans légitimité.

## LE POUVOIR DIVISE

Ces querelles étalées publiquement au sommet de l'État, au sein même du gouvernement, expriment la nervosité du pouvoir. Chirac et les siens font comme s'il ne s'était rien passé le 29 mai. Ils affichent un mépris arrogant à l'égard de l'opinion et surtout des classes populaires. Contents d'eux, ils s'accrochent au pouvoir. Sarkozy croit pouvoir duper l'opinion en jouant son propre jeu, mais les uns et les autres défendent depuis des années la même politique. Tout ce que Sarkozy a à proposer, c'est d'en faire plus, plus d'attaques contre les salariés, moins pour les services publics, plus pour les riches et les patrons et, en prime, une démagogie sécuritaire et xénophobe.

Alors oui, la France gronde, le mécontentement s'accumule et le mépris comme les mesures du gouvernement ne peuvent que l'amplifier.

## NON AUX ORDONNANCES

Ce gouvernement discrédité et illégitime n'a pas trouvé mieux que de passer en force, avec les ordonnances, pour imposer de nouvelles attaques contre les salariés. L'une d'entre elles instaure un nouveau type de contrat dit « nouvelle embauche », pour les entre-

prises de moins de 20 salariés, avec une période d'essai de deux ans. Ce type de contrat permet aux patrons d'embaucher et de licencier comme ils veulent, c'est une nouvelle attaque contre le CDI. Il rentrera en application dès le premier septembre. Le gouvernement qui a reçu le soutien du FMI se propose, ultérieurement, de l'étendre à l'ensemble des entreprises.

Dans le même temps, les ministres dont l'un des plus fortunés, Thierry Breton, discutent très sérieusement de donner satisfaction à une des exigences du Medef, la réforme, voire la suppression, de l'impôt sur les grandes fortunes dont chacun sait qu'il nuit à l'emploi !

## RENDEZ-VOUS POUR LES CENT JOURS

Chirac, Villepin et Sarkozy ne veulent pas comprendre ce que les classes populaires leur ont dit le 29 mai en votant « Non ». Dans leur zèle à servir les intérêts de leur classe, les riches et les possédants, ils décrètent l'urgence et dictent leurs ordonnances. Villepin prétend s'être donné cent jours pour gagner la confiance des français. Il s'y prend plutôt mal : on pourrait croire qu'il n'y ait que les patrons qui l'intéressent. Il espère surtout que, les congés passés, les travailleurs se plieront. Leur mépris les aveugle.

Le rendez-vous de Villepin est un défi que les salariés sauront relever.

Pour eux, la lutte contre le chômage et pour les salaires est une véritable priorité, une urgence.

Dès maintenant, la préparation de la mobilisation contre les ordonnances, contre les licenciements et pour les salaires est en route.

**Assez de ce gouvernement et de sa politique anti-ouvrière !**

Le 18 juillet 2005

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....